



REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE JAILLANS

**ARRETE MUNICIPAL N° 2024-37**

Arrêté temporaire de permission de voirie

**40, place de l'Église**

**26300 Jaillans**

Le Maire de la Commune de JAILLANS (Drôme)

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu la demande de l'entreprise SE TELECOM, représentée par Madame BOUCHARINC Cindy, pour la mise en place d'une réhausse sur une chambre Télécom Orange, située 40, place de l'Église,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux,

**ARRETE :**

**Article 1 :** L'entreprise SE TELECOM est autorisée à intervenir du 02/04/2024 au 12/04/2024.

**Article 2 :** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 3 :** Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 4 :** Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 5 :** Le permissionnaire précisera au maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

**Article 6 :** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 an.

**Article 7 :** La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 8 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9 :** L'entreprise SE TELECOM, M. le Maire de Jaillans, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à JAILLANS le 25 mars 2024

Le Maire,

M. FOURNAT Jean-Noël



**La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble  
compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.**